

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 3

Numéros dans les séries spéciales :
2484 TM — 325 BA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :	
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
Cette instruction a été abrogée par l'instruction	
n°	du

ALLOCATION POUR LA GARDE DE JEUNES ENFANTS
AMELIORATION DE L'ACTION SOCIALE DES ADMINISTRATIONS

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 71-24 - B 1 du 22 février 1971.

Depuis l'intervention de la loi n° 72-8 du 3 janvier 1972 et du décret n° 72-532 du 29 juin 1972 relatifs à l'institution et à la réglementation d'une allocation légale pour frais de garde d'enfants, la question s'est posée de savoir si cette prestation pouvait se cumuler avec l'allocation propre à la Fonction publique prévue par la circulaire n° 1058 - B 2-7 du 28 janvier 1971 portée à la connaissance des comptables par instruction du 22 février 1971 susvisée.

Aussi est-il apparu nécessaire de préciser les conditions d'attribution de l'allocation pour la garde de jeunes enfants des fonctionnaires et agents de l'Etat, de façon :

- à éviter le cumul de cet avantage avec la prestation légale qui doit être servie en priorité ;
- à aménager certaines des conditions d'attribution de l'allocation propre à la Fonction publique dans un souci d'unification avec les règles propres à l'allocation légale.

Tel est l'objet de la circulaire interministérielle Finances - Fonction publique n° FP 1122 - B 2 n° 11 du 26 mars 1973 publiée ci-après en annexe n° 1.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
51

RGP	PGT	TPG	BA
-----	-----	-----	----

INSTRUCTION
N° 73-82 - B 1
du
7 juin 1973.

Par ailleurs, la circulaire B 2 - 19 FP-1126 du 18 mai 1973 apporte des améliorations à l'action de l'administration dans le domaine des services sociaux de la Fonction publique (cf. ci-après annexe n° 2).

Au plan des justifications, et dans un souci de simplification, les comptables sont autorisés à ne pas exiger, lors de chaque paiement, la production du certificat d'agrément des nourrices ouvrant droit à l'allocation, mais seulement à se faire remettre par l'ordonnateur une liste des nourrices agréées. Ce document serait remis au début de chaque année par la Direction de l'Action sanitaire et sociale qui s'engagerait à signaler immédiatement toute modification dans la composition de cette liste, en particulier tout retrait d'agrément.

Il est enfin précisé que la périodicité trimestrielle retenue pour le paiement de cette allocation demeure une possibilité, les administrations ayant toujours la faculté d'opérer ces règlements mensuellement.

Messieurs les comptables sont invités à faire application de ces directives en ce qui les concerne.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,

PIERRE BONNAFY.

SECRETARIAT D'ETAT
AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DES
SERVICES DE L'INFORMATION

ANNEXE N° 1
à l'instruction n° 73-82-B 1
du 7 juin 1973.

INSTRUCTION N° 73-82-B 1 du 7 juin 1973.

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Paris, le 26 mars 1973.

FP/N° 1122.

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION DU BUDGET

Bureau B 2

B 2/N° 11.

LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DES SERVICES DE L'INFORMATION
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ETAT

OBJET : Conditions d'attribution de l'allocation pour la garde, à titre onéreux, d'enfants de moins de trois ans confiés à des crèches ou à des nourrices agréées.

Une allocation journalière a été accordée par circulaire FP/1022-B 2/47 du 22 décembre 1969 aux fonctionnaires et agents non titulaires féminins ou veufs ou divorcés de l'administration centrale ou des services extérieurs bénéficiaires d'un indice de traitement au plus égal à l'ancien indice brut 500 (398 : indice majoré du 1^{er} octobre 1972), pour la garde, à titre onéreux, d'enfants de moins de trois ans confiés à des crèches ou à des nourrices agréées.

La circulaire FP/1058-B 2/7 du 28 janvier 1971 a étendu le bénéfice de cette allocation, initialement réservée à la Région parisienne, aux autres départements métropolitains à compter du 1^{er} janvier 1971.

Compte tenu de l'institution et de la réglementation (respectivement par la loi n° 72-8 du 3 janvier 1972 et le décret n° 72-532 du 29 juin 1972) d'une allocation légale pour frais de garde, nous avons l'honneur de vous informer qu'il nous apparaît nécessaire de préciser les conditions d'attribution de l'allocation propre à la Fonction publique, de manière, d'une part, à éviter le cumul de cette prestation avec la prestation légale, qui doit être servie en priorité, et, d'autre part, à unifier dans la mesure du possible le régime de certaines conditions d'attribution communes aux deux prestations.

INSTRUCTION
N° 73-82 - B 1
du
7 juin 1973.

I. — DISPOSITIONS TENDANT A ÉVITER LE CUMUL DES DEUX PRESTATIONS

Comme par le passé, l'allocation pour la garde de jeunes enfants propre à la Fonction publique est attribuée à la demande de l'agent féminin, ou veuf, ou divorcé, présentée au chef de service et appuyée par une pièce attestant la garde de l'enfant, à titre onéreux, auprès d'une crèche ou d'une nourrice agréée. Le chef de service devra, notamment au vu des bulletins de paie du trimestre écoulé produits par le demandeur, vérifier et attester que celui-ci ne bénéficie pas de l'allocation légale. En outre, dans le cas des agents mariés, le demandeur devra fournir à l'appui de sa demande, une déclaration sur l'honneur attestant que le conjoint n'a pas bénéficié, pendant le trimestre écoulé, de l'allocation légale pour frais de garde.

Afin de faciliter la gestion de l'allocation pour la garde de jeunes enfants propre à la Fonction publique, celle-ci pourra, à compter du 1^{er} avril 1973, être payée trimestriellement à terme échu.

**II — DISPOSITIONS TENDANT A UNIFIER LE RÉGIME DES CONDITIONS D'ATTRIBUTION
APPLICABLES A L'ALLOCATION LÉGALE
ET A L'ALLOCATION PROPRE A LA FONCTION PUBLIQUE**

L'attribution de l'allocation pour la garde de jeunes enfants (propre à la Fonction publique) est soumise aux conditions suivantes :

1. — Exercice effectif de l'activité par l'agent de l'Administration.

L'agent doit exercer effectivement son activité normale.

L'allocation n'est donc versée que pour les jours ouvrables, en dehors des jours pendant lesquels l'agent se trouve en congé annuel. Le samedi est exclu pour les agents soumis au régime de la semaine de travail en cinq jours du lundi au vendredi, le mercredi pour les enseignants ayant congé ce jour-là. En outre, les agents exerçant leur activité à mi-temps ne peuvent percevoir l'allocation que pour les journées de travail effectif.

Il est toutefois admis que les journées de travail accomplies à temps partiel sont considérées comme journées de travail effectif.

Toutefois, les agents qui se trouvent dans l'impossibilité d'exercer leur activité normale continuent à bénéficier de l'allocation lorsqu'ils ne peuvent assurer personnellement la garde de l'enfant. Se trouvent notamment dans cette situation les agents malades, victimes d'accidents du travail, accomplissant des stages de formation.

Les intéressés doivent toutefois conserver la qualité de fonctionnaire ou d'agent de l'administration et se trouver en position d'activité au sens du statut général des fonctionnaires.

2. — Age de l'enfant.

Chaque enfant âgé de six mois à trois ans (1) peut ouvrir droit à l'allocation.

Aucune dérogation ne peut être apportée à cette limite d'âge eu égard, par exemple, au fait qu'il n'existerait pas, dans la localité, d'école maternelle susceptible d'accueillir les enfants âgés de plus de trois ans.

3. — Présence de l'enfant au foyer.

L'allocation ne peut être attribuée que si l'enfant vit au foyer. Bien entendu, ce droit est également ouvert dans le cas d'activité professionnelle impliquant une séparation pendant la nuit mais ne faisant pas obstacle à un lien permanent et quotidien entre la mère et l'enfant durant la journée.

(1) Il faut lire : chaque enfant de moins de trois ans (cf. circulaire FP/1126 du 18 mai 1973, 7°, reproduite en annexe n° 2).

Toutefois, le service de l'allocation peut être poursuivi pendant un an si l'enfant est éloigné du foyer en raison de son état de santé ou de celui d'un proche qui y vit habituellement.

Cet éloignement pourra ainsi être justifié par les exigences physiologiques propres de l'enfant : nécessité de changement d'air, allergies, convalescence.

Il pourra aussi se fonder sur les risques que la santé d'un proche fait courir à l'enfant : risques physiques lorsqu'un membre du foyer est atteint de maladie contagieuse, risques psychologiques en cas de maladie nerveuse ou toxicomanie, état de santé de la mère. Il peut être justifié également par l'hospitalisation de la mère ou de l'allocataire isolé. Ces énumérations ne sont pas limitatives.

Dans toutes ces hypothèses, la personne qui sollicite le versement de l'allocation pour frais de garde devra fournir un certificat médical. Le certificat indiquera pour quelle durée l'éloignement de l'enfant de son foyer apparaît justifié.

4. — Mode de garde de l'enfant.

Seuls les modes de garde prévus par la réglementation en vigueur relative à la protection infantile peuvent être pris en considération. Ce sont :

- a) La garde assurée par les *nourrices et gardiennes agréées* conformément aux dispositions de l'article L. 169 du Code de la Santé publique et de l'article 11 du décret n° 62-840 du 19 juillet 1962.

Les enfants placés chez des nourrices ou des gardiennes non agréées par les Directeurs départementaux de l'Action sanitaire et sociale ne pourront en aucun cas donner lieu à l'octroi d'une allocation de garde.

Cette condition d'agrément doit bien entendu être également respectée lorsqu'il s'agira de nourrices ou de gardiennes recevant un enfant qui, en raison de son état de santé ou de celui d'un proche parent vivant habituellement à son foyer, en sera éloigné, à titre exceptionnel ;

- b) La garde assurée dans les *crèches*. Il convient de rappeler qu'il existe depuis l'intervention de l'arrêté du 22 octobre 1971, modifiant l'arrêté du 18 avril 1951, deux catégories de crèches : crèches collectives et crèches familiales qui doivent être agréées par arrêté préfectoral conformément aux dispositions du texte précité ;

- c) Les *jardins d'enfants*. Actuellement ces établissements peuvent, en effet, en application de l'article 1^{er} du décret n° 52-968 du 12 août 1952, recevoir des enfants à partir de l'âge de deux ans lorsque ceux-ci paraissent aptes à bénéficier des méthodes appliquées dans ces établissements.

Les frais engagés auprès des haltes-garderies ne pourront, en aucun cas, être pris en considération pour l'octroi de l'allocation pour frais de garde.

*Le Secrétaire d'Etat
auprès du Premier Ministre
chargé de la Fonction publique
et des Services de l'information,*

*Pour le Secrétaire d'Etat
auprès du Premier Ministre
chargé de la Fonction publique
et des Services de l'information
et par délégation :*

*Pour le Directeur général
de l'Administration
et de la Fonction publique empêché :*

*Le Chef de service,
PIERRE GUILBEAU.*

*Le Ministre de l'Economie
et des Finances,*

*Pour le Ministre et par délégation :
Le Directeur du budget,*

*Par empêchement
du Directeur du budget :
Le Sous-Directeur,
Signé : MAURICE CARADET.*

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION DU BUDGET

Bureau B 2 19.

SECRETARIAT D'ETAT
AUPRES DU PREMIER MINISTRE

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

FP/1126.

ANNEXE N° 2
à l'instruction n° 73-82 - B 1
du 7 juin 1973.

INSTRUCTION
N° 73-82 - B 1
du
7 juin 1973.

Paris, le 18 mai 1973.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,
LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ETAT

OBJET : Amélioration de l'action de l'administration dans le domaine des services sociaux de la Fonction publique.

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que dans le cadre de l'utilisation des crédits disponibles de l'année 1973 au budget des charges communes, il a été décidé :

- 1° De porter de 1 F à 1,20 F le taux de la subvention allouée par repas servi dans les cantines et restaurants des administrations de l'Etat ;
- 2° De fixer les taux de subventions pour les séjours des enfants dans les colonies de vacances (y compris les colonies maternelles) :
 - à 9 F pour les enfants âgés de moins de treize ans ;
 - à 13 F pour les adolescents âgés de treize à dix-huit ans (au lieu de treize à dix-sept ans antérieurement).
- 3° D'allouer des subventions pour les séjours des enfants âgés de moins de seize ans dans les centres aérés soumis à la réglementation des centres de loisirs sans hébergement (arrêté du secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs en date du 1^{er} juin 1970, modifié par l'arrêté du 24 mai 1972).

Le taux de ces subventions est fixé à 6,50 F par jour pour tous les enfants âgés de moins de seize ans.

L'attribution de ces subventions n'est pas exclusive du bénéfice des dispositions concernant les colonies de vacances.

La durée de séjour maximum à retenir pour le calcul de ces allocations est fixée à quarante-cinq jours aussi bien pour les séjours en colonies de vacances que pour les séjours en centres aérés ;

- 4° D'augmenter le montant des subventions accordées aux sociétés mutualistes, selon une répartition inversement proportionnelle au pourcentage que représente actuellement, pour chaque société, la subvention par rapport aux cotisations perçues ;
- 5° De modifier les conditions d'attribution de la participation journalière à 20 F allouée aux agents mère de famille qui sont admis, accompagnés de leur enfant, dans des établissements de repos ou de convalescence agréés par la Sécurité sociale, à savoir :
- l'âge limite des enfants ouvrant droit à la prestation est porté de trois à quatre ans ;
 - la durée du séjour est portée de trente à trente-cinq jours ;
- 6° De supprimer le plafonnement indiciaire (ancien indice brut 455) limitant actuellement l'attribution de l'allocation instituée par la circulaire FP-890 et S 3-31 du 29 juin 1967 en faveur des fonctionnaires qui ont des enfants atteints d'une infirmité ou d'une maladie chronique et poursuivant leurs études au-delà de vingt ans (et jusqu'à vingt-cinq ans) ;
- 7° De porter à 5,50 F le taux journalier de l'allocation pour la garde de jeunes enfants placés auprès d'une crèche ou d'une nourrice agréée. Il est précisé que cette allocation peut être versée pour tous les enfants de moins de trois ans (y compris ceux âgés de moins de six mois), nonobstant les dispositions contenues au point II-2 de la circulaire FP/1122 - B 2/11 du 26 mars 1973 ;
- 8° De poursuivre et de généraliser l'expérience déjà réalisée en 1972 dans certaines administrations de subventionner (au taux de 1,20 F) le deuxième repas journalier servi dans les cantines et restaurants administratifs aux agents bénéficiant d'un indice de traitement au plus égal à l'indice majoré 398.

*
* *

L'ensemble de ces dispositions prend effet au 1^{er} janvier 1973. Un arrêté de répartition mettra à votre disposition les crédits nécessaires, qui ne feront pas l'objet d'ajustement ultérieur en cours de gestion. Les excédents de crédits qui pourraient apparaître en cours de gestion au titre de l'allocation pour la garde de jeunes enfants, ou à tout autre titre, pourront faire l'objet de virement au profit d'autres actions d'œuvres sociales.

Le Secrétaire d'Etat
auprès du Premier Ministre,
PAUL DIJOUR.

Le Ministre de l'Economie et des Finances,
Pour le Ministre et par délégation :
Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre
de l'Economie et des Finances,
J.-P. LECAT.